

Carte scolaire :

les 16 000 suppressions de postes doivent être annulées !

Compte rendus du CTPD du 31 mars et du CDEN du 7 avril 2011

L'IA a présenté sa carte scolaire pour la rentrée 2011. Celle-ci s'effectue dans un cadre de rigueur budgétaire imposée par les institutions internationales (Banque mondiale, FMI, Union européenne), aux ordres des marchés financiers. Le choix politique de supprimer 16 000 postes dans l'Education Nationale à la rentrée 2011 en découle. D'autres choix sont possibles. Le coût des 16 000 postes, c'est 500 millions d'Euros, soit l'équivalent de l'intervention française en Lybie, choix devant lequel le gouvernement français n'a pas reculé.

En Ille et Vilaine, l'IA annonce qu'il « accompagne la poussée démographique », en priorisant les territoires qui en ont le plus besoin. La situation est évidemment bien différente. Si l'IA a limité les fermetures de classes en RRS (Réseau de Réussite Scolaire), et en écoles rurales, les 17 postes de la dotation départementale sont très nettement insuffisants. Au CTPA, cette dotation a été calculée sur la base de 413 élèves supplémentaires, et devait permettre de maintenir à l'identique le taux d'encadrement (un des plus mauvais de France, elle-même mauvais élève en la matière parmi les pays de l'OCDE). Cette augmentation du nombre d'élèves a été revue à la hausse (+565), et il y a fort à parier qu'elle sera encore plus forte.

Comme si cela ne suffisait pas, il est évident que les effectifs en maternelle ont encore une fois été fortement minorés, puisque malgré la croissance démographique continue que connaît le département, l'IA ne retient que 53 élèves supplémentaires. Dans nombre d'écoles, les prévisions des directeurs n'ont pas été réellement prises en compte, les écoles d'un même groupe ne sont pas toujours traitées à égalité, l'IA ne respecte même pas ses propres règles.

Au final, c'est une situation extrêmement difficile qui attend les écoles d'Ille et Vilaine à la rentrée. Situation très difficile à l'école maternelle de Retiers, où 128 élèves ne suffisent pas à maintenir 5 classes. Situation très difficile à l'école maternelle de Goven, où 123 élèves (sans aucun TPS) ne suffisent pas à ouvrir une 5^{ème} classe. Situation très difficile à Saint Sulpice des Landes, où 83 élèves ne suffisent pas à ouvrir une 4^{ème} classe. Situation très difficile à l'école maternelle Guillevic à Rennes, où l'arrivée massive d'enfants non francophones en cours d'année entraîne des variations d'effectifs bien connues

mais non prises en compte. Situation très difficile à Meillac, Montreuil sur Ille, Bédée, Châteaugiron, La Gentillierie à Saint Malo, maternelle Jules Isaac à Rennes... la liste est longue et non exhaustive.

Dans le second degré, la situation est encore pire, puisque ce sont seulement 25 postes d'enseignants qui sont créés pour accueillir 810 élèves supplémentaires, où il en aurait fallu 30 de plus pour simplement maintenir le taux d'encadrement à son niveau actuel, alors que nombre d'établissements sont déjà au bord de l'asphyxie. En lycée, ce sont des suppressions de postes qui accompagnent la croissance démographique.

Parallèlement, l'IA poursuit la mise en œuvre des réformes destructrices, dans le premier et le second degré, restant sourd aux difficultés rapportées par les représentants des personnels et des parents d'élèves : mise en place des contrats d'objectifs dans le premier degré, sous couvert de formation des directeurs, niant au passage la nécessité de rétablir une véritable formation continue pour tous les personnels (pour lui, les 18 heures d'animations pédagogiques y suffisent), autonomie des établissements dans le second degré, réforme des lycées et des STI qui conduisent à la disparition d'options et la destruction de la filière technologique, dans l'ASH, mise en place des unités d'enseignement, en application des décrets de 2009, qui n'ont d'autres buts que la liquidation des établissements spécialisés.

La FNEC FP FO a rappelé son exigence de l'annulation des 16 000 suppressions de postes, elle a, avec l'ensemble des représentants des personnels, des parents d'élèves et des élus (maires et conseillers généraux) au CDEN, voté contre le projet de carte scolaire de l'Inspecteur d'Académie.

La FNEC FP FO défendra tous les dossiers d'écoles pour faire annuler les fermetures de classes, obtenir les ouvertures nécessaires. Pour cela, la question de la grève, nationale, unitaire est posée. Hubert RAGUIN, secrétaire national de la FNEC FP FO s'est adressé en ce sens aux autres fédérations de l'Education Nationale. Norbert TRICHARD, secrétaire national du SNUDI FO s'est adressé en ce sens au SNUipp, puisque nous partageons le constat, que « *un peu partout, enseignants et parents tirent le signal d'alarme* ».